

# L'ECONOMISTE

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

## EDITORIAL

### Mineures

**Q**UAND elle était petite, «Hayna» voulait être médecin. Elle a compris très tôt que le chemin était encore long pour qu'elle et les filles de son douar puissent réaliser leurs ambitions. Après le collège, ses parents ont décidé que c'était assez. Elle devait épouser son cousin, à qui elle était promise depuis son plus jeune âge, comme c'est la tradition dans cette zone rurale. Mariée à 16 ans, divorcée à 18 ans, elle est mère d'une petite fille, et surtout, désarmée face à son destin. Elle choisit de quitter son douar pour chercher du travail en ville. Elle s'y retrouve seule, sans ressources, sans perspectives, sans avenir... Des histoires comme celle de «Hayna», il y en a tous les jours. S'il y a un sujet que la nouvelle réforme de la Moudawana doit régler, c'est bien celui du mariage des mineures. Un dossier encore tabou, malgré les «avancées». Dans les discours, la majorité des Marocains s'opposent à cette pratique (voir enquête pages 20 et 21). Mais les choses sont différentes sur le terrain. Des ONG haussent souvent le ton contre le niveau élevé des autorisations octroyées par les magistrats. Avec la nouvelle réforme, elles veulent en finir avec ces autorisations, pour ne pas consacrer un état de «gouvernement des juges». Celui dans lequel ces derniers «ne se contentent pas d'appliquer ou d'interpréter des textes, mais imposent des normes qui sont en réalité des produits de leur propre esprit», selon la définition de Georges Vedel.

En plus de muscler le dispositif juridique pour mieux protéger nos mineures, il sera tout aussi décisif d'agir sur les mentalités, surtout dans des zones où le mariage des moins de 18 ans est une coutume ancrée. Améliorer l'inclusion économique dans certains territoires serait également un véritable garde-fou. L'idée est d'éviter que des parents dans un douar ou dans un petit patelin se retrouvent face à un dilemme: marier leur fille (une bouche en moins à nourrir) ou la «louer» à une famille en ville, garnissant davantage les rangs des «petites bonnes». □

Mohamed Ali MRABI

# Paiement mobile Encore le grand désert

■ **La majorité des portefeuilles électroniques inactive**

■ **Grosse réticence des commerçants et du public**

■ **Les aides sociales pour relancer ce dispositif**

Pages 2 & 3



## Enquête L'Economiste-Sunergia/Moudawana 7 sur 10 contre l'égalité dans l'héritage

**M**OINS de 3 Marocains sur 10 acceptent l'égalité homme-femme en matière d'héritage. Sur ce point, les mentalités semblent avoir du mal à évoluer. Pourtant, c'est l'une des principales revendications portées par les ONG dans le cadre de la nouvelle réforme de la Moudawana. Ce chantier devra éga-

lement se pencher sur d'autres dossiers comme le mariage des mineures, la garde des enfants, le partage des biens après le divorce... Surtout que ces points continuent de diviser la société, comme cela ressort des résultats de la dernière enquête L'Economiste-Sunergia. □

Pages 20 & 21

■ **Pensions retraite: La CNSS brise le seuil mythique des 3.240 jours**

Page 5

■ **Dahomey: Une centaine de cabanons détruits sans préavis**

Page 15



Alain BENTOLILA

### Le Cercle des Experts

## Talibans, les usurpateurs du savoir

Page 23

## Etat actionnaire La consolidation des comptes lancée

Page 4